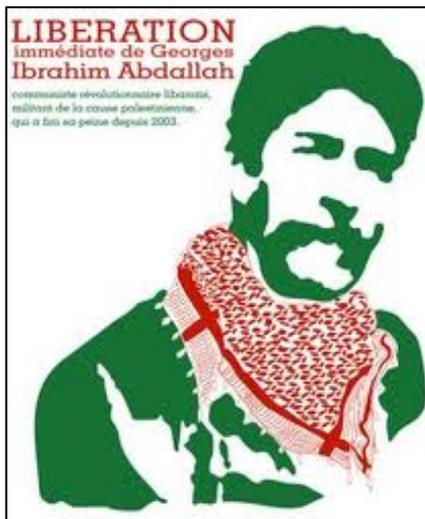




Georges Ibrahim Abdallah : une campagne pour légitimer le terrorisme « au nom de la Palestine »

Par Samuel Binyamin



- 16 Janvier 2013 -

C'est fin 2003, à l'initiative d'anciens réseaux de sympathisants d'Action Directe, que se met en place un collectif demandant la libération de Georges Ibrahim Abdallah. A l'origine, au delà de sa libération, l'enjeu est de reconstituer un véritable mouvement capable de mener une des tâches essentielles à tout mouvement révolutionnaire : soutenir les prisonniers « politiques ».

La campagne pour libérer Abdallah a connu récemment un nouveau souffle puisqu'elle bénéficie maintenant du soutien de la quasi totalité du mouvement pro-palestinien en France : de l'AFPS, en passant par Europalestine et les Indigènes de la République jusqu'aux pro-Hamas d'ISM. Ce ralliement s'inscrit dans le processus de radicalisation idéologique que l'on observe ces dernières années au sein des organisations pro-palestiniennes en France, où le soutien au terrorisme devient de moins en moins un tabou.

Afin de mieux appréhender le message politique soutenu par ceux qui militent pour la libération d'Abdallah, revenons un instant sur le parcours de cet homme.

Qui est Georges Ibrahim Abdallah ?

Chrétien orthodoxe né au Liban en 1951, Georges Ibrahim Abdallah entame son militantisme au sein d'une organisation fondamentalement antisémite, le PSNS ou Parti Social-National Syrien dont l'emblème, adopté en 1932, est une swastika de couleur rouge. Pour le spécialiste de l'extrême droite Jean-Yves Camus, il s'agit d'un « parti chrétien dont le discours sur les juifs est probablement le plus violent et moyenâgeux au monde »¹.

Plus tard il s'engagera dans le soutien à la cause palestinienne en rejoignant le FPLP, groupe terroriste dirigé par Georges Habbache et qui revendiquera pas moins de 110 détournements d'avions².

En 1979, il quitte le FPLP pour créer les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) qui opéraient principalement au Moyen-Orient avec le soutien du Parti Social National Syrien, mais aussi en Europe et notamment en France.

Les FARL de Georges Ibrahim Abdallah ont revendiqué 5 attentats perpétrés en France :

- 12.11.81
Tentative d'assassinat contre un chargé d'affaires américain, Christian Chapman.
- 18.01.82
Assassinat du lieutenant-colonel Charles Ray, attaché militaire des Etats-Unis.
- 03.04.82
Assassinat de Yacov Barsimentov, 3e secrétaire de l'ambassade d'Israël.
- 21.08.82
Une voiture piégée explose avenue de la Bourdonnais, devant le domicile de Roderick Grant, conseiller commercial des Etats-Unis à Paris. Deux policiers spécialistes du déminage sont tués.

¹ <http://www.dreuz.info/2012/03/les-reseaux-francais-et-suissees-du-dictateur-syrien-assad/>

² <http://www.drmcc.org/IMG/pdf/41b3ae1b94c93.pdf>

▪ 17.09.82

Le 17 septembre 1982, une voiture piégée par les FARL appartenant à l'ambassade d'Israël explose rue Cardinet, faisant de nombreux blessés parmi les élèves du lycée Carnot tout proche de l'emplacement de la voiture.

Georges Ibrahim Abdallah affirme vouloir poursuivre son combat

Quel serait le message politique légitimé par la mise en liberté d'un homme qui, jusqu'au bout, aura pris soin de ne pas exprimer le moindre repentir à l'égard de ses victimes ? La libération d'Abdallah ne risque-t-elle pas d'engendrer une glorification, plus ou moins romantisée, des gestes criminels d'un homme que d'aucuns n'hésitent pas à dépeindre comme un « tueur de sionistes » ?

Tous ses communiqués, diffusés par l'intermédiaire de son comité de soutien, sont signés de la manière suivante :

*« A bas l'impérialisme et ses chiens de garde sionistes !
Honneur aux martyrs et aux peuples en lutte »*

Georges Ibrahim Abdallah a toujours affirmé qu'il poursuivrait son combat lorsqu'il serait libéré. Une détermination idéologique qui suscite l'admiration de ceux qui militent pour sa mise en liberté.

Une campagne politique dont le but est de légitimer le terrorisme « au nom de la Palestine »

En militant pour la libération du leader d'un groupe terroriste ayant revendiqué cinq attentats perpétrés en France (ayant causé la mort de deux diplomates, deux policiers français et blessé plusieurs enfants) et alors que celui-ci affirme haut et fort qu'une fois libéré il reprendra son combat, le message politique est affiché : légitimer le droit à la « lutte armée au nom de la Palestine ».

La campagne pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah n'est qu'une illustration supplémentaire du soutien affiché de la grande majorité des organisations pro-palestiniennes en France au terrorisme palestinien. Elle s'inscrit dans une série de campagnes légitimant des organisations ou des hommes palestiniens qui ont commis des actes de terrorisme contre des civils. Qu'il s'agisse du soutien au Hamas ou au FPLP, ou qu'il s'agisse des campagnes pour la libération de prisonniers palestiniens condamnés pour avoir perpétré des actions armées contre des civils israéliens, le message politique est toujours le même : soutenir et légitimer la « résistance » palestinienne même lorsqu'elle empreinte les voies du terrorisme.

Ainsi les organisations pro-palestiniennes françaises n'hésitent plus à présenter, aux jeunes militants notamment, le terrorisme « au nom de la Palestine » comme un droit légitime. Ce blanc-seing vaut sans distinction pour les actions violentes perpétrées au nom de la lutte contre l'impérialisme ainsi que pour celles commises au nom de l'Islam.

Ces organisations font du droit à la violence contre les israéliens ou contre les sionistes un droit supérieur à toutes les valeurs humanistes de nos sociétés occidentales.